

Montreuil

Assez de harcèlement policier, un logement pour tous !

Ce sont des habitants de Montreuil, ce sont des travailleurs, c'est la « France qui se lève tôt » pour reprendre la vieille formule. Et pourtant, depuis le mois de mai, la police n'a cessé de les harceler et de les menacer. Le succès de la manifestation à Montreuil a contribué à faire baisser la pression mais de nouvelles menaces pèsent sur eux en ce début de rentrée. La solidarité de la population est indispensable !

« Eux », ce sont les travailleurs d'origine africaine, avec ou sans papiers, anciens résidents du foyer Bara désormais fermé pour insalubrité et depuis obligés d'occuper l'ancien centre Afpa. Or, ces derniers mois, la situation était devenue intenable : contrôles au faciès aux alentours, arrestations, menaces d'expulsion...

En représailles à la réquisition de l'ex-Afpa...

L'ex-centre Afpa avait été réquisitionné à juste titre à l'automne 2018 par la Ville de Montreuil. Mais ce bâtiment appartient à l'Etat, et la préfecture de Seine-Saint-Denis menace d'une expulsion manu militari d'ici le 15 septembre. Le harcèlement policier était destiné à faire faire peur et démoraliser les occupants. Grâce à la manifestation du 3 août, la pression a diminué, mais la menace d'une expulsion reste bien réelle !

...par un préfet implacable...

Georges-François Leclerc est le préfet de Seine-Saint-Denis depuis avril 2019. Précédemment, il était préfet des Alpes-Maritimes, où il avait mené une répression constante contre les migrants et leur soutiens – notamment le paysan Cédric Herrou, qu'il a attaqué en justice (en

vain, heureusement). Il s'était aussi illustré dans la répression contre les gilets jaunes et sa mutation fait suite à l'agression par la police de la militante d'Attac âgée de 73 ans, Geneviève Legay, à Nice. Depuis il sévit dans le 93.

Des papiers et un logement pour tous

L'objectif du harcèlement policier contre les migrants n'est évidemment pas de vider Montreuil et le département de leurs sans-papiers, tellement utiles à la bonne marche de l'économie en étant surexploités par le patronat. Il est de faire peur et de faire pression pour que ces travailleurs – faute de papiers – subis-

sent encore plus les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et le mal-logement, pour les empêcher de revendiquer et de s'organiser.

Leur courage et leur détermination sont exemplaires : depuis septembre 2018, ce sont près de 400 anciens résidents du foyer Bara qui se battent pour un logement que la préfecture ne promet qu'à quelques-uns seulement et pour plus tard, en menaçant d'ici là d'expulser tout le monde.

Depuis le 11 juin également, de nombreux sans-papiers de Montreuil embauchés par Chronopost à Alfortville sont en grève pour leur régularisation et contre des conditions de travail indignes.

Soutenons-les !

Premiers signataires :

Union locale CGT, Solidaires Montreuil, liaison montreuilloise du Comité des travailleurs sans papiers de Vitry, Maison ouverte de Montreuil, Ensemble, Nouveau Parti anticapitaliste, Union communiste libertaire

Nous appelons à une

SECONDE MANIFESTATION DE RIPOSTE

avec les travailleurs migrants

le samedi 7 septembre

14 h : RDV devant le centre Afpa, place Charles-de-Gaulle.

Manif jusqu'à Croix-de-Chavaux et meeting de rue, puis départ collectif en métro pour Bobigny

15 h 30 : Rassemblement devant la préfecture à Bobigny avec d'autres collectifs de travailleurs (avec ou sans papiers) pour dire :

- pour dire stop au harcèlement et aux expulsions,
- un logement pour tous
- régularisation des sans-papiers